

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20107 - 77EME ANNÉE

## Les représentants à La Réunion des candidats à la présidentielle ont débattu hier sur la TV Réunion Première

### Maurice Gironcel : Fabien Roussel pour « écouter les Réunionnais au travers d'un projet fait par les Réunionnais »

Réunion Première TV organisait hier soir un débat entre les représentants des 12 candidats à l'élection présidentielle. Maurice Gironcel représentait le Parti communiste réunionnais, qui soutient Fabien Roussel, candidat du Parti communiste français. A la différence de tous les autres intervenants qui ne cessaient de répéter le nom de leur candidat à l'appui de chacun de leurs propos, Maurice Gironcel a montré que les propositions spécifiques de Fabien Roussel pour La Réunion sont le résultat de discussions entre deux partenaires, le PCR et le PCF, afin de mettre en avant la responsabilité des Réunionnais à faire les propositions qui les concernent directement. Elles complètent des mesures d'urgence sociale qui ne peuvent qu'être bien accueillies, comme « aucune pension inférieure à 1200 euros, SMIC à 1500 euros, retraite à 60 ans, semaine de travail de 4 jours ». « Nous avons des atouts, nous avons des richesses, nous avons la possibilité de développer La Réunion. Il faut que le président de la République écoute les Réunionnais au travers d'un projet fait par les Réunionnais », a conclu Maurice Gironcel.

Maurice Gironcel a tout d'abord rappelé le plein soutien du PCR à Fabien Roussel, candidat du PCR à la présidentielle. Il a souligné qu'au-delà des résultats des sondages, il reste encore 10 jours de campagne et que la situation au 10 avril pourra bien être différente des enquêtes d'opinion. C'est ce que l'expérience a déjà démontré.

**« La retraite à 60 ans, SMIC à 1500 euros »**

« Aucune pension inférieure à 1200 euros, SMIC à 1500 euros, retraite à 60 ans, semaine de travail de 4 jours » sont des exemples de mesures sociales prévues dans le programme de Fabien Roussel, explique le représentant du PCR qui soutient le candidat du PCF à la présidentielle.

Maurice Gironcel a rappelé l'importance de tenir compte de la dureté des conditions de travail. La pénibilité est une réalité dans des secteurs comme le BTP. « La retraite à 60 ans est un minimum pour les travailleurs ».

#### **Avancées sociales avec des ministres communistes**

Le représentant du PCR a également réagi à la proposition d'Emmanuel Macron de conditionner le versement du RSA à un travail de 20 heures par semaine.

« S'il y a du travail pour ceux qui sont au RSA, pourquoi ne pas leur proposer un vrai contrat de travail, ou un contrat d'apprentissage pour ceux qui souhaitent bénéficier d'une formation ? ».

« Il faut absolument un contrat de travail pour ceux qui sont au RSA », ajoute Maurice Gironcel. Avec le programme de Fabien Roussel, un contrat de travail, c'est le SMIC, et donc 1500 euros. Ce n'est pas un mi-temps en échange d'un RSA.

« La retraite à 60 ans, la 5e semaine de congés payés, les 35 heures étaient des mesures décidées par un gouvernement où il y avait des communistes », rappelle Maurice Gironcel. Il a aussi rappelé que la revalorisation des retraites des agriculteurs était une proposition de loi des communistes qui a ensuite suffisamment rassemblé pour qu'elle soit votée également par la majorité parlementaire.

## « L'octroi de mer est un impôt injuste »

Le PCR a plaidé auprès de Fabien Roussel « pour une réforme fiscale spécifique » aux outre-mer. « L'octroi de mer est un impôt injuste comme la TVA ». Il faut le réformer et permettre aux collectivités qui dépendent de ses recettes d'avoir d'autres sources de financement. « C'est ce que nous avons dit à Fabien Roussel quand il est venu en décembre à La Réunion et il nous a écoutés ».

Maurice Gironcel rappelle l'importance d'augmenter la dotation globale de fonctionnement versées aux collectivités. A La Réunion, les collectivités reçoivent une DGF moindre qu'en France, rapporté au nombre d'habitants.

## Valoriser les « gisements d'emplois »

« Des dizaines de milliers de Réunionnais travaillent dans le secteur privé en France, ils ne sont pas seulement dans la fonction publique », a poursuivi le représentant du candidat du Parti communiste, « il faut travailler à favoriser leur retour et donc créer des emplois ». « Au PCR, nous avons proposé la création de deux grands services d'intérêts publics dans l'aide à la personne et l'environnement, ce sont des gisements d'emplois ». Maurice Gironcel rappelle les besoins créés par « la protection de la biodiversité, la valorisation du Patrimoine mondial Piton Cirques et Remparts, ainsi que la nécessité de « jardiner nos forêts » ».

## « Voter pour La Réunion heureuse »

Interrogé sur une campagne qui semble peu dynamique selon des observateurs, Maurice Gironcel a mis en avant le climat international et la tendance à vouloir faire croire que le résultat est couru d'avance. « Il faut faire mentir ce qui se dit » et « voter pour des propositions d'urgence sociale, pour La Réunion heureuse, pour Fabien Roussel », a-t-il souligné.

## Conférence territoriale élargie

Sur le débat relatif à l'autosuffisance alimentaire et énergétique, Maurice Gironcel rappelle qu'« en 1975, nous parlions déjà d'autonomie alimentaire et énergétique. Le COVID et la crise en Ukraine ont montré cette nécessité. Nous devons préparer l'autonomie alimentaire en préservant la filière canne-sucre-rhum-énergie. Avec les plus de 6.000 hectares de terres en friche, nous pouvons atteindre l'autosuffisance en cultures maraîchères ».

Revenant sur l'aide supplémentaire de 14 millions d'euros par an accordée aux planteurs de canne à sucre par l'État, Maurice Gironcel souligne que « c'est le résultat de la lutte des planteurs qui ont réussi à s'unir ». Le représentant du PCR rappelle que « la Conférence territoriale élargie procède de la même logique : s'unir pour faire avancer les revendications des Réunionnais inscrites dans un projet de développement de La Réunion ».

## « Que le président de la République écoute les Réunionnais »

Amené à conclure sur les raisons pour voter Fabien Roussel, Maurice Gironcel a déclaré :

« Nous avons des atouts, nous avons des richesses, nous avons la possibilité de développer La Réunion. Il faut que le président de la République écoute les Réunionnais au travers d'un projet fait par les Réunionnais ».

« Il faut les retraites à 1200 euros, un SMIC à 1500 euros, la retraite à 60 ans, ce sont aussi des revendications syndicales. Il faut aussi respecter les avancées sociales obtenues par la lutte du PCR et des organisations syndicales, en particulier la CGTR ».

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

## Edito

# Augmentation des inégalités, un déclassement de plus en plus marqué de la classe moyenne

Le XXe siècle avait permis en Occident une prodigieuse démocratisation des conditions de vie. Jamais dans l'histoire humaine l'accès à ce que le prix Nobel d'économie Amartya Sen appelle les « capacités de base » n'aura été si puissamment répandu dans la population : santé, éducation, expression politique, transport, etc. En France, une personne au niveau de vie moyen a pu atteindre en l'espace de quelques générations une qualité de vie qui aurait semblé inouïe à nos aïeux. La crise du coronavirus et la guerre en Europe menacent de nous faire accomplir un bond d'un siècle en arrière. Ses conséquences sont profondément inégalitaires.

Selon Louis Chauvel, si l'ensemble de la société française est en proie à la spirale du déclassement, c'est bien sous l'effet de l'effondrement en cours du socle historique des sociétés démocratiques, constitué par les classes moyennes, que le phénomène s'exécute. Un socle qui « s'érode et se transforme en sable à mesure du remplacement générationnel » et une érosion qui n'en serait qu'à son commencement. Bien que la question générationnelle soit toujours centrale, le tour de force du sociologue consiste néanmoins ici à articuler la double dynamique des fractures générationnelle et des classes sociales, à l'œuvre dans la France d'aujourd'hui. Le premier chapitre, intitulé « Le vertige des inégalités », nous rappelle dès lors l'accentuation des inégalités depuis le début des années 1980, et plus particulièrement les inégalités patrimoniales, en conformité avec les travaux de Thomas Piketty. Ce processus de « repatrimonialisation » est au cœur de l'aggravation des inégalités des classes sociales et, de fait, introduit une nette dichotomie chez les classes moyennes, tout particulièrement au sein des jeunes générations, entre ceux qui possèdent un peu grâce au patrimoine de leurs parents et ceux qui ne possèdent rien, ces derniers démarrant donc dans la vie avec un lourd handicap, condamnés à travailler deux fois plus longtemps que leurs parents pour accéder à la propriété d'un même logement ou à rester locataires. En conséquence, on assiste pour ces nouvelles cohortes, obligées de s'installer dans des lieux au moindre prestige résidentiel que ceux de leurs parents, à un véritable déclassement résidentiel intergénérationnel, alors qu'elles sont pourtant plus diplômées et consacrent à leur logement une part de dépenses plus importante dans

leur budget.

La décroissance est peut-être un thème qui fait rêver certains cercles intellectuels, sa réalité est, nous allons nous en rendre compte, beaucoup moins séduisante. Concrètement, la chute de la richesse produite se traduira par un chômage massif et une stagnation voire une régression des salaires. Les Gilets jaunes étaient l'expression de cette classe moyenne française qui craignait le déclassement social entraîné par la disparition des emplois faiblement qualifiés. Ce déclassement sera malheureusement accéléré par une crise qui va précipiter nombre d'entre eux dans la pauvreté. La consommation locale au détriment du commerce international signifiera dans bien des cas, si elle devient réalité, un renchérissement des produits qui deviendront hors de portée pour beaucoup.

Plus globalement, en comparaison internationale, les tendances affectant les classes moyennes amènent souvent à évoquer leur rétractation dans les pays développés, tandis qu'éclosent et s'étendent des classes moyennes dans les pays en développement. Pour la France, la classe moyenne, grâce notamment à la densité de la protection sociale, semble se consolider au centre de la distribution des revenus. Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely la soulignent, montrant la fragmentation du pays entre une France « premium » et une France « discount ». Dans cette perspective, la démoynisation s'opère par le haut, avec des offres premium, notamment pour le tourisme (du camping cinq étoiles au séjour neige avec spa), que ne peut s'offrir qu'une petite partie de la population. Elle s'opère aussi par le bas, avec l'explosion du low cost et du discount partout sur le territoire.

Le déclassement précède toujours la colère et la révolte. On oublie un peu vite mais toutes les révolutions ont été menées par les classes moyennes qui ne pouvaient plus vivre décemment.

**« Quand la dictature est un fait, la Révolution est un droit » Victor Hugo**

**David Gauvin**

# Oté

## Gouvèrnman zanglé : gouvèrnman bète é méshan ! (4)

In roflékssyon dsi péi Chagos.

Si mwin lété gouvèrnman Langlètère, donk si mwin lété pa bète é méshan, mi diré azot mi prandrè inn-dé déssizyon késtyonn rékonsilyé in pé avèk bande shagossien.

I sifi pou sa mi rogarde in pé dann mon rétrovizèr é sa i doneré amwin bon-bon zidé. Dann mon rétrovizèr pars néna kék zané gouvèrnman anglé la négossyé avèk bande shagossien in plan pou lo rotour. Toute téi roul ron é o rotour bande shagoss lété prévu, kalkilé, é té paré pou réissir.

Ziska Thérèza May, in shèftène an parmi bande bète é méshan la désside lo rotour té pa possib é èl va konpans sa par in don larzan. Lo mouvman chagos lété si tèlman an kolèr ké li la fé son raproshman avèk gouvèrnman morissien é final dekonte la mète GB an difikilté dsi lo plan internassyonal.

Astèr konm i fo komanss par in boutè, si mwin lété, ni bète ni méshan mwin noré :

– Propoze bande shagossien, shake ané, kan i ariv promyé novanb in léspédission dann péi natal pou alé onore in pé lo bande mor : rofé la propté bande tonb, flèri azot, épi pass dizon in somènn dann bannzil. Pou in grande puissanss konm GB sa la pa vréman kékshoze inpossib.

– Propoze bande jenn shagossien souvan défoi dann shomaze in lanploi dsi la baze é an préfèranss par raporte demoune lé zot nassion.

– Par raporte gouvèrnman morissien mwin nora – si mwin lété pa bète é méshan – in kontra pou la ko-jèstyon bande zil chagos, zordi lékonomi lé an stand-by.

Finalman i sifiré d'ète bone volonté pou ariv in rézilta satisfézan. Sof atande k'in zour la rou i tourne é kan la rou va tourné gouvèrnman GB, gouvèrnman bète é méshan, va rotrov ali kamu, la ké rante lé pate, onté konm in ronar in poul noré trapé.

*Justin*